



La Commune



Face à la Mairie

Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville
 Conseiller municipal : Daniel Petri

Elles sont quatre. Quatre familles de salariés, en CDI ; quatre familles immigrées. Très mal-logées depuis fort longtemps ou sans logement. La santé, la protection et l'avenir de 23 enfants sont en jeu. Au regard de la loi - l'article 441-3 du Code de la construction et de l'habitat, pour ne citer que celui-ci - elles sont prioritaires pour l'attribution d'un logement social. N'y tenant plus, excédées par l'attente interminable et la succession de promesses non tenues, elles ont décidé de passer à l'action, fin décembre.

Au fil des promesses non tenues par le Maire et par la Préfecture, comme des couteaux dans la plaie, la patience de ces familles s'est érodée. Qui peut vivre dans un F2 à neuf personnes, tout en travaillant dur, de nuit ? Quelle mère de famille peut supporter d'être séparée de 5 de ses enfants du fait de ses conditions de logement indignes en hôtel meublé sans étoile ? Comment des enfants peuvent-ils dormir dans une pièce exiguë où l'eau suinte des murs ? Comment une famille peut-elle survivre quand elle n'a plus de domicile, ballottée d'hébergements provisoires en chambres d'hôtel ?

Monopoly à Alfortville

La municipalité ne voit pas les choses ainsi. Il y aurait des familles plus malheureuses qu'elles. Ah bon ? Alors, pourquoi ces familles encore plus en détresse ne sont-elles pas déjà relogées ? Le Maire brandit ses chiffres : sur 499 logements HLM qui se sont libérés en 2005, 44 familles en grande détresse ont été relogées. Le Maire persiste : près de 50 % des habitants d'Alfortville vivent dans le parc social. Chiffre qui en cache un autre, non-dit : le pourcentage d'habitants logés dans des conditions inhumaines, menacés d'expulsion, placés dans des hôtels meublés et qui, rappelons, ne sont pas pour autant dispensés de payer la taxe d'habitation. Mais, il est vrai que le slogan traditionnel de la municipalité " *vivre ensemble à Alfortville* " a été troqué contre une nouvelle devise dans le plus pur style Monopoly " J'aime Alfortville ; j'achète à Alfortville ". Tout un programme ... de constructions propices à la spéculation immobilière sans fin, d'accession à la propriété inaccessible à l'immense majorité des salariés qui vivent à Alfortville au détriment de la construction de logements décentes à loyers modérés.

" Un logement et pas autre chose "

Les familles mal-logées, elles, n'ont cure de ces arguties et autres plans d'urbanisme. Elles ont raison. " *Nous, on demande un logement et pas autre chose, nous y avons droit* ", ont-elles insisté. Ce qu'elles attendent du Maire, c'est un geste d'humanité, tout simplement. En cette fin décembre, des représentants de la Mairie signifiaient qu'ils ne pouvaient donner aucune date même approximative de relogement décent de ces quatre familles.

Voilà campé le décor dans lequel, n'y tenant plus, s'appuyant sur le CCSA, ces quatre familles ouvrières ont décidé, le 17 décembre, vers 19 heures, d'occuper l'église d'Alfortville, croyant y trouver un asile. Mais le curé ne l'a pas entendu de cette oreille. Trois heures après, la police chargeait les familles et militants du CCSA, de LO et de la LCR qui les accompagnaient, à l'intérieur de l'église. C'est à ce moment là qu'elles ont décidé de camper face à la Mairie, en prenant position, pour la première nuit, dans le kiosque à musique du square, recouvert à la hâte de bâches.

Camper en hiver

Ce campement va durer 17 jours. Durant cette période, les familles tiennent bon, grâce au soutien spontané de la population, qui apporte des vivres, des couvertures, des moyens de chauffage, de l'argent, grâce à la solidarité que leur manifestent activement des militants syndicaux comme ce responsable CGT de l'entreprise de chauffage Elyo, ce roulant SNCF retraité et ces deux cheminots retraités, militants de Sud-Rail, en prêtant leur concours à la consolidation du camp.

Jour après jour, les habitants affluent ; les médias se font l'écho de leurs réactions : " *on ne peut pas accepter que des gens qui travaillent, qui ont une vie normale et dont les enfants sont scolarisés dans notre commune ne disposent pas d'un toit correct* " ; " *qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas de logements libres dans cette commune. J'en connais au moins deux ou trois qui sont vacants* " ; propos recueillis dans *Le Parisien* (le 22/12), dont l'article précise que " *les soutiens anonymes sont nombreux* " et décrit le moment où " *une dame et son mari s'avancent vers le campement, transportant un chauffage d'appoint. S'éclipsent puis reviennent avec une bouteille de gaz.* " Au moins, il fera plus chaud sous la tente " *lancent-ils avant de repartir sans plus de formalités* ".

Rapidement, les familles sont placées sous la protection d'une partie grandissante de la population qui les charge de ses propres aspirations en les encourageant : " *Tenez bon* ". Mais aussi sous l'aile protectrice du mouvement ouvrier et démocratique : l'UL CGT d'Alfortville met une tente à disposition des familles, SUD-rail prête également une tente, les collectes réalisées auprès des habitants permettant d'acheter deux autres tentes et des moyens de chauffage, sans oublier Médecins du Monde qui fournit des sacs de couchage, les commerçants qui donnent du pain, des galettes. L'UD CGT envoie un courrier au Maire pour les familles, la section PCF d'Alfortville intervient aussi par email auprès du Maire (voir encadré). Puis, c'est au tour du MRAP national, de La Ligue des Droits de l'Homme du Val-de-Marne et de Nancy.

" *Tenez bon* "

Dès le 21 décembre, Monseigneur Gaillot vient rendre visite aux quatre familles. Le 24 au soir, une centaine d'Alfortvillais viennent passer une partie de leur réveillon de Noël au campement. À ce moment-là, la Mairie se mure dans un silence pesant, refuse tout contact avec les familles, les représentants du CCSA. Puis, devant l'ampleur que prend la mobilisation, le Maire, manoeuvrant en retrait, accepte de recevoir une délégation conduite par Monseigneur Gaillot (voir encadré) à condition que le camp soit levé. Ne voulant mettre aucun obstacle à la négociation, les familles acceptent ce préalable et lèvent le camp le lundi 2 janvier. Le Maire se dérobe alors en reportant d'une semaine, au lundi 9, la date des négociations avec la délégation ...

Le Maire se dérobe

Le vendredi 6, des inconnus attaquent la mairie, en jetant des cocktails Molotov qui n'exploseront pas, mettant en danger la gardienne et un cadre administratif de la Ville. Le CCSA condamne cet acte criminel dès qu'il en a connaissance, mais le Maire tire profit de cette agression pour reporter sine die le rendez-vous du lundi 9, pensant ainsi désamorcer la lutte des quatre familles et la solidarité qui les entoure. Trop tard : la solidarité se renforce, gagne le corps enseignants. Le Comité de Parrainage est en train de se former. La pétition qu'il diffuse pour que le Maire prenne une mesure d'humanité élémentaire pour les quatre familles dans le parc social rencontre un écho décuplé. [À suivre]<

Modifié le mardi 17 janvier 2006

Voir aussi dans la catégorie **CCSA Alfortville**



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Saliariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN VOIE DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
